

**Point de presse de la porte-parole -  
Libye/Attentat à Misrata -  
Liban/Inauguration de l'école  
régionale de déminage humanitaire  
- Environnement/Participation de la  
France à la conférence «Notre  
Océan» - Cameroun  
(Paris, 05 octobre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

**1 - Libye - Attentat à Misrata (4 octobre 2017)**

La France condamne l'attentat perpétré le 4 octobre contre un tribunal de Misrata. Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes ainsi qu'aux habitants de la ville.

La France assure le peuple libyen de son soutien déterminé dans la lutte contre le terrorisme et pour rétablir la paix, la sécurité et la stabilité en Libye.

Dans ce but, la France apporte un soutien actif à la mission de M. Ghassan Salamé, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies. Elle se félicite des consultations qui se tiennent actuellement autour de lui à Tunis entre les deux chambres parlementaires libyennes. Nous souhaitons qu'elles permettent d'avancer vers une solution politique et rappelons que la lutte contre le terrorisme nécessite également un renforcement des institutions libyennes et l'unification des forces armées sous l'autorité du pouvoir civil.

**2 - Liban - Inauguration de l'école régionale de déminage humanitaire (5 octobre 2017)**

La France salue l'inauguration le 5 octobre de l'École régionale de déminage humanitaire au Liban, en présence du général libanais Ziad Nasr, de l'ambassadeur de France Bruno Foucher et du directeur de la coopération de sécurité et de défense, le général Didier Brousse.

Cette école aura vocation à recevoir des civils et des militaires originaires de la région et à les former dans le domaine de la neutralisation, de l'enlèvement et de la destruction des explosifs.

Fidèle à son engagement en faveur de la protection des populations civiles, la France a été à l'initiative de ce projet et a activement participé, avec le soutien de l'Union européenne, à sa mise en oeuvre. Cette école régionale doit permettre d'apporter, dans les prochaines années,

une réponse efficace aux besoins de déminage humanitaire dans la région, aujourd'hui confrontée à la guerre et au terrorisme.

### 3 - Environnement - Participation de la France à la conférence «Notre Océan» (Malte, 5-6 octobre)

La conférence internationale intitulée «Notre Océan» se tient les 5 et 6 octobre à Malte, à l'invitation de l'Union européenne.

La protection durable des océans est un sujet essentiel pour la France.

À cette occasion, Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, représentant la France, présentera 21 engagements pour l'environnement, la sécurité en mer et l'économie bleue. Nous soumettrons également aux États présents un projet de charte de pratiques durables pour le transport maritime. En tant que présidente de l'initiative internationale pour les récifs coralliens, la France proposera aussi, conjointement avec la Fondation Prince Albert II et la Fondation Prince de Galles, une déclaration d'engagement des États sur ce sujet.

Née en 2014 à l'initiative de M. John Kerry, cette conférence internationale se tient tous les ans. Elle réunit gouvernements, scientifiques, entreprises, philanthropes et ONG du monde entier pour échanger sur les principales menaces pesant sur les océans et discuter des mesures à prendre et des financements à mobiliser. La France rappelle son engagement constant en faveur de la protection durable des océans, de leur biodiversité et de leurs écosystèmes. Elle salue à cet égard l'élargissement cette année de la conférence aux thématiques de la sécurité maritime et de l'économie bleue.

### 4 - Cameroun

Q - Des réseaux camerounais parlent d'entre 30 et 100 morts après les incidents dans les zones anglophones le week-end dernier et le département d'État a hier critiqué l'utilisation de la force par les autorités camerounaises ainsi que le blocage de l'Internet dans cette région. Estimez-vous que la gestion de cette crise par les autorités est acceptable ?

R - Comme nous l'avons déjà indiqué, la France est attentive à la situation au Cameroun, pays ami et partenaire.

Nous sommes préoccupés par les incidents survenus durant le week-end et appelons l'ensemble des acteurs à la retenue et au rejet de la violence.

Nous encourageons le règlement des tensions actuelles par le dialogue, en vue de répondre, de manière pacifique et concertée, aux préoccupations de toutes les parties, dans le respect de l'unité et de l'intégrité du pays./.

